

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1206>



Citoyens et élus locaux, Mobilisons-nous pour rédiger les cahiers d'exigences

- Cahiers d'exigences : Écrivez vous-mêmes vos exigences en répondant à l'appel -



Date de mise en ligne : mardi 6 décembre 2016

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Lancée il y a déjà plusieurs mois (voir articles [1152](#), [1131](#), [59](#)), la rédaction des cahiers d'exigences passe aujourd'hui à une nouvelle étape. De nombreux citoyens et élus s'en sont déjà emparés.

Nous proposons un processus entièrement décentralisé et auto organisé qui associe citoyens et élus locaux (maires et conseillers municipaux) car c'est de la commune qu'est née la vie démocratique. Plusieurs maires de petites communes ont déjà donné leur soutien.

Vous trouverez ci-dessous l'appel à signer par les citoyens et les élus, précédé par un préambule.

Vous trouverez ces mêmes textes, ainsi que le mode d'emploi et le calendrier sur <http://www.communes-citoyennes.fr>.

Les citoyens prennent la parole pour proposer !

Libérons la parole citoyenne en créant des comités locaux "communes citoyennes", dans nos villes, quartiers et villages de France.

Les comités locaux enregistrent les exigences des citoyens et travaillent des propositions qu'ils proposent au suffrage de leurs concitoyens le jour du 1er tour de l'élection présidentielle, en avril 2017.

Les comités locaux sont créés librement par les citoyen-ne-s et/ou les conseils municipaux.

LA DÉMARCHE

Citoyen-ne-s et élu-e-s des communes de France, nous souhaitons nous réunir à l'échelle de nos villes, villages et quartiers pour penser ensemble notre destin commun et réinsuffler de l'air dans les poumons de notre démocratie.

Chacun est évidemment libre par ailleurs de faire des choix ou de ne pas en faire lors de l'élection présidentielle de 2017. Cela étant, notre démarche se situe sur un autre terrain.

Il s'agit en effet de recréer de nouveaux espaces démocratiques qui procèdent de l'unité de base de notre République : le Citoyen.

Des espaces qui procèdent de l'unité territoriale de base : la Commune.

Ici, vous trouverez l'appel des communes citoyennes, que chacun d'entre nous, librement, peut signer.

Chaque citoyen pourra rendre compte de son expérience dans cette démarche, nous n'avons ni chef, ni porte-parole.

Notre préoccupation est de susciter le débat et la parole citoyenne, et chercher à reconstruire l'intérêt général hors des structures partisans, de gauche comme de droite.

Les comités locaux « Communes Citoyennes » se constituent et travaillent en toute autonomie.

Ils développent et préparent leurs propositions et leurs exigences en n'ayant pour point commun les uns avec les autres que de procéder d'un même calendrier au niveau national.

Par ce calendrier et un minimum de cadre méthodologique, nous pouvons collectivement donner une force considérable à notre démarche !

S'il subsiste des questions, nous tenterons de répondre... mais nous ne pouvons avoir toutes les réponses, car, en face de la demande d'un citoyen, il n'y a rien d'autre qu'un autre citoyen !

L'APPEL

Les institutions de la Vème République, celles de l'Europe, et les pratiques politiques de ces trente dernières années ont découragé et éloigné les citoyen-ne-s de la chose publique.

Les difficultés sociales, le manque ou le défaut de perspectives dans une économie de moins en moins redistributive, ont dopé ce phénomène.

Élu-e-s et citoyen-ne-s des communes, quelles que soient nos sensibilités ou étiquettes politiques, nous entendons colère ou résignation, qui se traduisent par l'abstention massive ou la soumission aux discours démagogiques.

Nous ne pouvons nous satisfaire de l'autoritarisme des institutions ni du comportement confiscatoire de la classe politique.

Nous ne pouvons accepter d'avoir pour seul horizon une élection présidentielle en 2017 où, une fois de plus, nous ferions nos choix par défaut sans adhérer à aucun projet.

La crise de la démocratie en France est devenue une véritable crise de régime.

L'idée, que l'on croyait acquise depuis 1789, que le peuple est le souverain et que le citoyen est la cellule de base de la démocratie est aujourd'hui remise en question.

Tout processus de refondation de la démocratie doit donc commencer par la réaffirmation des principes inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément ».

On ne compte plus le nombre d'appels à reconstruire la démocratie.

Cet appel se distingue des autres de deux manières :

- nous refusons les logiques réductrices de personnalisation derrière un leader ;
- nous refusons de prendre part à la compétition présidentielle.

Si chacun est libre, à titre individuel, d'exprimer son choix en exerçant son devoir électoral, nous souhaitons à titre collectif nous placer sur un autre terrain.

Nous proposons d'entamer le processus historique de reconstruction de la démocratie à partir de son

échelon le plus proche des citoyens : la commune.

C'est à partir de l'échelon communal qu'est née la démocratie en France.

Ses racines remontent au Moyen Âge. La commune, même aujourd'hui, demeure un échelon historique et légitime de la démocratie.

Les citoyen-ne-s en ont conscience : ils se mobilisent plus pour les élections municipales que pour beaucoup d'autres.

La commune est donc l'échelon naturel d'une mobilisation des citoyen-ne-s au plus proche de leur vie sociale et d'une revitalisation de notre République.

C'est-à-dire débattre et construire l'intérêt général.

Par ailleurs, de réforme en réforme, les communes sont violemment attaquées, tant dans leurs compétences que dans leurs moyens.

Il est temps que les communes se manifestent, non plus seulement pour protester contre les attaques dont elles sont l'objet, mais pour affirmer leur pouvoir démocratique et leur volonté d'être la base d'une reconstruction de la République.

Nous sommes convaincus qu'associer les citoyen-ne-s localement est une nécessité pour créer des territoires dynamiques.

En démontrant la capacité des communes à associer les citoyen-ne-s, nous interpellons l'État sur la nécessité de reconstruire les processus démocratiques.

Notre démarche se distingue par son but : aider à une prise de conscience, à un éveil des citoyen-ne-s et surtout recréer un espace où leur volonté peut s'exprimer librement et souverainement.

Nous croyons que la question démocratique est un préalable essentiel au mouvement d'une société vers son progrès. Elle libère les initiatives et les dynamiques qui la remettent en marche.

Sachons nous rassembler et faire vivre la démocratie, ce serait déjà une victoire et un progrès ! Unissons-nous face aux défis de notre temps.

Mettons le poids de nos exigences dans des cahiers !

À l'initiative des conseils municipaux, eux-mêmes pouvant être interrogés par les citoyen-ne-s des communes, des **cahiers d'exigences** seront mis à la disposition du public afin d'y recueillir **dans chaque commune, du 21 septembre 2016 au 4 mai 2017**, les idées, les observations, les propositions de toutes et tous.

Plusieurs événements et rassemblements seront organisés tout au long de ce processus, et les citoyen-ne-s et communes pourront librement y participer.

À la veille de l'élection présidentielle, les cahiers d'exigences seront rassemblés en un lieu symbolique, et, dans les jours suivants, l'ensemble des communes seront interrogées sur les formes que la poursuite de ce mouvement suggérera.

Les citoyen-ne-s, les élu-e-s des conseils municipaux, les maires

Ci joint en pdf l'appel, le mode d'emploi et le calendrier :